

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
80, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. —

Contre le particularisme!

Quoique terrassés nos ennemis ne désarment pas. La nouvelle de l'appel du prince Alexandre Karageorgévitch à la régence de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, produit une véritable consternation dans certains milieux intéressés, qui ne peuvent pas encore se réconcilier avec l'idée de l'union sudslave.

N'étant plus en état d'empêcher par force l'œuvre d'union nationale courageusement entreprise par la Serbie, nos adversaires s'appliquent maintenant à troubler par des intrigues, l'harmonie et l'entente intérieures dont notre peuple a tellement besoin aujourd'hui. On ne recule devant aucun moyen pour semer de la méfiance et provoquer des dissensions, dans l'espoir d'affaiblir les liens de sang et d'intérêt qui unissent le peuple serbe, croate et slovène. L'arme la plus facile et la plus maniable, c'est le contraste artificiellement construit et habilement grossi entre Serbes et Croates, entre serbisme et croatisme. On part de l'idée inexacte que les trois branches de notre peuple, serbe, croate et slovène, diffèrent profondément l'une de l'autre, et l'on s'efforce de prouver que l'union intégrale, l'union complète se ferait au préjudice de l'une ou de l'autre partie de la nation. Il y a parmi nous des gens crédules qui tombent dans ce piège et qui s'inquiètent du sort que l'avenir leur réserve dans la patrie commune. Ils sont pourtant peu nombreux. La grande majorité du peuple voit clair et ne se laisse pas tromper par des arguments fallacieux tirés de l'arsenal austro-magyar.

L'union nationale accomplie sur la base d'égalité absolue exclut par sa nature même, toute hégémonie d'une partie de la nation sur d'autres parties. Cette union suppose la formation du gouvernement composé des représentants de toutes les branches de la nation. Le parlement élu au suffrage universel représentera la volonté de la nation entière, et le gouvernement qui sortira d'un tel parlement sera le gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes. La sélection dans les parlements se fait généralement d'après les critères d'ordre social; l'histoire du parlement serbe, surtout celle des dernières années le prouve d'une façon indiscutable. Or, la seule différence qui existe entre Serbes et Croato-Slovènes, c'est la différence de religion, mais nos partis politiques sont exempts de toute empreinte religieuse. L'exemple de la coalition serbo-croate en Croatie parle de lui-même. En Croatie, les Serbes orthodoxes et les Croates catholiques ont proclamé bien avant la guerre européenne l'unité ethnique serbo-croate. Les fruits de cette politique nationale ne se sont pas faits attendre. Or, dans l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, l'église catholique aura la même situation que l'église orthodoxe et inversement. Nous ne suivrons pas la suggestion autrichienne de nous diviser d'après les confessions. L'église restera en dehors des discussions politiques.

Le régent-roi Alexandre sera le roi des Serbes, Croates et Slovènes. A notre avis, il doit être couronné comme roi aussi bien des Serbes que des Croates et Slovènes. Aucun patriote sudslave n'aura à faire des objections contre la tendance tout à fait naturelle de conserver les trois noms historiques de notre peuple, tous les trois respectables au même titre. Ce n'est pas du particularisme que de vouloir conserver son nom consacré par l'histoire. Mais ce qui est particulariste et partant nuisible à la nation entière, c'est de vouloir affaiblir l'unité politique par une organisation fédérative qui au lieu de nous unir, menacerait de nous

diviser et séparer l'un de l'autre. Nous pensons qu'une large décentralisation administrative, dotée de tous les caractères de self-government, est la meilleure solution de notre problème intérieur. Cette décentralisation existe déjà de fait, et il faut la conserver partout où cela est possible. L'Assemblée Nationale en dira le dernier mot.

Le serbisme et le croatisme sont des notions créées par nos ennemis. Ce qu'il nous faut, c'est le nationalisme unique, basé sur l'égalité et le respect absolu de toutes les parties de notre nation. Les intérêts politiques, économiques et culturels de la nation intégrale ne seront sauvegardés que par la collaboration intime de tous.

Le peuple serbe, croate et slovène a besoin d'un système de gouvernement qui permet le libre épanchement de toutes les forces individuelles et sociales. C'est le régime du gouvernement unitaire et foncièrement démocratique.

Ce système, que l'on pourrait appeler national, loyalement appliqué, écarte le serbisme, le croatisme et le slovénisme. Il en est la synthèse et non pas le contraste. Lui seul peut garantir la sécurité intérieure et extérieure du pays.

L. M.

Entrevue du prince Alexandre de Serbie avec M. Tressitch-Pavitchitch

Le Dr Tressitch-Pavitchitch, délégué du Conseil National de Zagreb, est rentré le 21 novembre de Belgrade, où il était en mission et les « Novosti » de Zagreb, du 22 novembre, rapportent le récit suivant sur les conférences qu'il a eues avec le prince Alexandre de Serbie :

« S. A. R. le prince héritier, a déclaré M. Tressitch, m'a reçu avec cette amabilité incomparable, innée chez lui qui charme tous ceux qui l'approchent, sans distinction, les Français, les Anglais et les Américains, les républicains et les monarchistes. Je ne peux pas naturellement vous raconter tout ce dont nous avons parlé; cette divulgation serait prématurée, mais je puis dire que la conversation a roulé sur toutes les questions d'actualité. Le prince c'est d'abord renseigné sur l'Etat de notre flotte de guerre et sur la manière dont elle a passé dans nos mains, puis sur mon voyage à Corfou et sur mes opinions. Bref, il m'a interrogé sur tout ce qui intéresse la politique intérieure et extérieure de notre nation. Du reste, je peux vous dire qu'il possède sur tous les points des renseignements de la plus parfaite exactitude.

Il aime les Croates autant que les Serbes et que les Slovènes, je dirai même qu'il ressent pour nous une sympathie particulièrement vive. Il sera un roi impartialement dévoué au bonheur des Serbes, des Croates et des Slovènes. Il protégera toutes leurs particularités religieuses, toutes leurs différences de langue et de coutumes. Bref, sous son règne démocratique, les députés seront législateurs et gouvernants, c'est-à-dire que le peuple se gouvernera lui-même dans son parlement commun et dans les diètes autonomes et que le roi sera seulement l'exécutif et le gardien suprême des lois, le représentant de l'Etat et de son unité. Pour conclure, je déclare qu'après avoir entendu l'exposé des théories de S. A. R. le prince héritier, moi, dont la vie et les actions prouvent le républicanisme, je n'ai pas de honte à incliner mes principes devant lui, convaincu qu'un roi possédant cette hauteur de vues peut, seul, arracher notre pays aux appétits des étrangers qui s'avancent contre nous de tous côtés et s'emparent déjà de tout ce qu'ils réussissent à saisir. Seul, grâce à son libéralisme clairvoyant, grâce à sa volonté de maintenir une union et une égalité indestructibles, il peut résoudre les difficultés de la situation et sauver notre nation. »

Le cynisme de Bethmann-Hollweg

L'ancien chancelier de l'Empire allemand, M. Bethmann-Hollweg a fait devant un rédacteur de la « Deutsche Allgemeine Zeitung » des révélations complémentaires sur l'origine de la guerre. Ces aveux sont d'autant plus importants qu'ils expliquent aussi les causes de l'agression austro-allemande. Voici ce que M. Bethmann dit à propos de la décision de l'Allemagne de soutenir l'Autriche même dans le cas d'un conflit mondial (la « Frankfurter Zeitung » du 27 novembre) :

« Quelle a été la situation politique générale? Aujourd'hui personne ne voudra plus nier que la grande politique de la France, depuis 1870 visait la réacquisition de l'Alsace-Lorraine, et que la politique de la Russie, surtout depuis la guerre avec le Japon, était dirigée vers la conquête de Constantinople. La Russie, dans la poursuite de ses plans, se servait de la Serbie et travaillait systématiquement à miner et à ébranler la position de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Les deux puissances poursuivaient donc des buts qui ne pouvaient être réalisés que par la guerre. Toutes les deux jouissaient d'un appui décisif de la Grande-Bretagne.

Il est donc évident que la situation de l'Allemagne devenait d'autant plus dangereuse que la position de son allié autrichien affaiblissait par suite des menées serbes, soutenues par la Russie. Il faut se rappeler aussi que le grand programme du président Wilson sur la Ligue pacifique des Nations et qui attend encore aujourd'hui sa réalisation n'avait en ce temps là aucune valeur. L'imposition d'une auto-limitation nationale dans l'intérêt de la paix n'était pas considérée comme une norme généralement admise de la morale internationale; la volonté de domination passait pour une vertu nationale et la guerre fut considérée comme son moyen loyal. Je pense que la guerre russo-japonaise, la guerre africaine et la guerre italienne dans le Tripoli sont des exemples classiques de cette idéologie. L'Allemagne était obligée de compter avec cet état de choses si elle voulait apprécier à leur juste valeur les menées serbes contre l'Autriche-Hongrie. Et c'était la raison. La seule raison, pourquoi l'Allemagne

avait approuvé l'action autrichienne contre la Serbie. Si l'Autriche avait toléré tranquillement que l'on continuât à miner et à ébranler sa position, l'Allemagne se serait trouvée pour ainsi dire toute seule, sans alliés, en face d'une politique de revanche française appuyée par l'alliance russe et l'amitié britannique. »

Bethmann-Hollweg couronne par cette déclaration toute son activité politique. Jamais en effet aucun Allemand n'a développé avec plus de cynisme la théorie féroce de la guerre préventive. Cet ancien chancelier de l'Empire allemand est un homme extrêmement dangereux. On voit aujourd'hui par quels criminels l'Allemagne a été gouvernée pendant plus de quarante ans. De cœur léger et dans le but unique de renforcer sa situation propre et la situation de son allié austro-hongrois l'Allemagne s'était donc décidée à écraser la Serbie! Et la diplomatie ententiste s'appliquait, en 1914, à faire exercer par Berlin une action de modération et de conciliation à Vienne, tandis que c'était l'Allemagne qui non seulement avait d'avance approuvé la décision du cabinet de Vienne mais c'était elle précisément qui a poussé à la guerre! La clique de Berlin et celles de Vienne et Budapest avaient combiné qu'il leur conviendrait le mieux d'anéantir le petit royaume serbe. Avec une hypocrisie inouïe et un cynisme sans nom, on s'est jeté dans l'entreprise sanglante, parce que comme Bethmann-Hollweg nous l'explique, la Morale internationale ne s'opposait pas d'une façon absolue à l'extension de la domination d'un peuple sur les autres peuples. Et puisque la guerre fut considérée comme un moyen « loyal » pour réaliser cette domination, traitée par M. Bethmann-Hollweg comme une « vertu nationale », quoi d'étonnant alors dans la démarche autrichienne et pourquoi ces cris d'indignation, semble vouloir nous demander l'homme que le Kaiser a désigné récemment comme l'auteur principal de la guerre mondiale.

Une Haute Cour Internationale pour tous les coupables s'impose au plus vite. Il y a en effet des actes dont seuls les tribunaux doivent s'occuper. Bethmann-Hollweg s'est jugé lui-même.

QUO VADIS ITALIA?

L'occupation par l'Italie du littoral yougoslave de l'Istrie et de la côte dalmate est plus qu'une faute, c'est un crime.

Pour bien comprendre l'attitude actuelle de l'Italie et l'état d'esprit de ses dirigeants, il faut suivre l'évolution accomplie dans la mentalité italienne depuis un demi siècle. Déjà avant son entrée dans la Triplice, l'Italie avait dévié de la ligne tracée par les fondateurs de son unité.

Les hommes au pouvoir cessèrent de s'inspirer de l'esprit de Mazzini, de Cavour, de Victor Emmanuel et de Garibaldi pour se tourner vers d'autres idoles représentant en Europe, la politique impérialiste, politique de la force brutale qu'on nomma à tort la politique « réaliste ». Bismarck et Kalnoky, Tisza et Andrássy furent pris alors pour modèles en Italie. Aussi arriva-t-il que l'Italie, pays de Cavour et de Mazzini, quelques années seulement après Magenta et Solferino, assista impassible à l'écrasement de cette même France qui l'aida à réaliser son unification. Mais cette politique de l'égoïsme sacré n'atteignit son point culminant que lors de l'entrée de l'Italie dans la Triplice. La folie d'impérialisme s'empara alors de ce pays qui, à l'instar de l'Autriche après 1848, étonna le monde par son ingratitude lorsqu'on apprit le projet ourdi par Crispi. Là il s'agissait d'une attaque brusquée contre la France afin de la saigner de nouveau au profit de l'Allemagne et de ses alliés. Ce projet fut dénoncé par Bismarck lui-même qui en

profita pour compromettre l'Italie et l'obliger ainsi de se ranger définitivement à ses côtés.

La politique déplorable de Crispi eut une triste fin avec la défaite en Abyssinie qui faillit ruiner le pays moralement et économiquement.

L'expédition de Tripoli fut un des derniers vestiges de cette politique impérialiste. Grâce aux efforts des générations nouvelles, l'Italie abandonna enfin la Triplice en se rangeant aux côtés des puissances qui soutenaient les principes auxquels l'Italie devait sa naissance. Mais alors, même en cette heure suprême, l'attitude de ce pays manqua de noblesse, son entrée en action ayant été précédée d'un marchandage connu sous le nom de « parrechio » et suivi d'un autre connu sous le nom de pacte de Londres. Aussi, l'action italienne perdit-elle beaucoup de sa valeur morale.

On ne pratique pas impunément trente ans l'alliance avec des puissances de proie... On emprunte le plus souvent la mentalité de ceux dont on fréquente la société. Ce fut le cas de l'Italie. C'est aussi son châtiement. On y oublia les principes de Mazzini et l'époque de Risorgimento pour se souvenir de celle de Rome Césarienne et de la république Sérénissime de Venise.

La mauvaise foi de certains hommes politiques italiens rappelle celle des Autrichiens et des Allemands. Ce sont les mêmes théories, les mêmes doctrines et

les mêmes méthodes. Nos lecteurs se souviendront de la doctrine professée naguère par Andrassy fils sur les annexions « nécessaires », doctrine dont nous avons parlé dans un de nos derniers numéros. Andrassy y établissait une distinction entre les annexions dites politiques et que l'on fait dans un but de domination et celles dites stratégiques que l'on fait dans un but de « conservation ». Andrassy concluait que ces dernières n'ont rien d'impérialiste ! C'est ainsi qu'il justifiait toutes les annexions et conquêtes autrichiennes d'avant la guerre. Pour nous autres qui avec le Président Wilson reconnaissons le principe d'auto-disposition des peuples, nous considérons toutes les annexions contraires à ce principe comme illégitimes quel que soit leur but. Selon nous, il n'y a de légitime que ce qui est juste et il n'y a point de justice dans l'oppression. Les Italiens évoquent à présent contre les Sudslaves les mêmes raisons dont se prévalaient naguère leurs oppresseurs (raisons de nécessité stratégique et de droit historique), pour justifier l'occupation du littoral adriatique, habité par des Sudslaves. Bref, ils traitent ces derniers en ennemis contre lesquels *on fera bien de s'assurer et de prendre des garanties !* Comment expliquer ce phénomène étrange ?

Il faut pourtant reconnaître que tout le monde en Italie n'approuve pas cette politique. Un groupe d'intellectuels, peu nombreux mais forts, par la sincérité de leur conviction et leur foi — se sont opposés dès le début à l'impérialisme déguisé de la nouvelle Italie. Ils comprirent que ce n'est pas bien servir le pays que de lui faire des ennemis là où il aurait pu compter des amis. Ils conjuraient les dirigeants de Rome de ne pas créer au-delà de l'Adriatique une nouvelle Carthage. On ne les écouta pas. En même temps que la guerre contre l'Autriche-Hongrie, on mena une campagne absurde contre les nationalités opprimées de la Monarchie. On accusa les Yougoslaves d'être vendus à l'Autriche, on calomnia tout le monde jusqu'au directeur de « La Serbie » qui fut assez malmené par la presse chauvine en Italie. Cette politique fut une des causes du désastre de Caporetto. Alors on changea de tactique et l'on arrangea le congrès de Rome et les brillantes manifestations de Campidoglio. M. Orlando s'expliqua en cette occurrence sur le véritable sens du pacte de Londres dont l'exécution intégrale ne devait pas être selon lui exigée dans le cas du démembrement de l'Autriche. Le résultat ne se fit pas attendre. Ce fut la victoire de la Piave, gagnée en partie avec le concours des Slaves d'Autriche. En effet, ce furent ces derniers qui fournissaient des renseignements sur des positions et des mouvements de l'armée autrichienne. Une division tchèque combattait même dans les rangs des Italiens. Et après que cette politique eut porté ses fruits, les dirigeants italiens profitant du délire patriotique où se trouve leur pays, le poussent vers la

conquête des territoires sudslaves au mépris du principe des nationalités. Or, on ne peut pas se réclamer de certains principes et en même temps travailler contre eux. Et qu'on ne nous dise pas que c'est en vertu du principe des nationalités que les Italiens ont occupé Fiume, Abazzia et d'autres localités yougoslaves.

Tout le monde se rappelle de quelle façon lors de l'entrevue du marquis de San Giuliano avec le comte Aerenthal, le maire d'Abazzia salua les deux Excellences de la Triplice. Fût-ce en italien, en allemand ou en magyar ? Non, ce fut en serbo-croate. C'était la meilleure manière de leur montrer qu'en ce pays-là, ils n'étaient pas chez eux.

Si les Italiens désirent que leur drapeau soit honoré comme le symbole de la liberté qu'ils ne viennent pas le planter là où il pourrait symboliser la violence et l'injustice.

TOMMASÉO.

Un second discours de M. Orlando

Pour répondre aux différents orateurs et à leurs critiques, le ministre-président italien a prononcé le 27 novembre, à la Chambre, un second discours qui par son manque de clarté voulu, exprime assez bien le caractère équivoque de la politique officielle italienne. D'un côté, M. Orlando défend le pacte de Londres, disant que des gens mal renseignés ont dénoncé ce pacte comme un document d'impérialisme, mais qu'en réalité il ne l'est pas. Ce pacte représente, selon M. Orlando, une transaction. « Ainsi, par exemple, par ce traité l'Italie renonçait à des villes et à des territoires dont l'italianité ne peut être méconnue de personne ». A cette allusion à Fiume, on entendit des cris : Vive Fiume ! Pour satisfaire cependant l'autre partie du parlement, celle qui recommandait la modération, M. Orlando a terminé en disant que le pacte de Londres démontre bien que l'Italie ne méconnaît pas l'opportunité des transactions éventuelles nécessaires. L'Italie maintient donc le pacte de Londres, mais d'autre part elle est disposée à échanger autant que cela lui paraît nécessaire et opportun, les avantages garantis par ce pacte contre d'autres bénéfices appréciables.

La conférence à trois — France, Grande-Bretagne, Italie — à Londres s'est probablement occupée de la question des rapports italo-sudslaves. Elle doit avoir examiné par quelles compensations la France et la Grande-Bretagne pourraient être formellement déliées d'un traité dont le poids pèse si lourdement sur le programme politique allié.

La proclamation du royaume des Serbes Croates et Slovènes à Belgrade

Le 4 décembre a été solennellement proclamé à Belgrade le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. La conférence entre 28 délégués du Conseil National de Zagreb et les représentants du royaume de Serbie a abouti à des résultats satisfaisants sous tous les rapports. Dans une séance solennelle le prince héritier Alexandre, entouré de MM. Protitch, Yovanovitch, Rachitch et Nintchitch, membres du gouvernement serbe, a déclaré vouloir accepter la régence du royaume des Serbes, Croates et Slovènes que lui ont offerte les délégués autorisés de la nation.

Jusqu'à la convocation de la Constituante un avant-parlement remplira les fonctions de la représentation nationale. La Constituante sera convoquée au plus tard six mois après la conclusion de la paix. L'autonomie actuelle des provinces est maintenue.

Un ministère sudslave responsable devant la couronne et le parlement provisoire sera formé très prochainement.

La Hongrie suppliante et menaçante

Il y a déjà assez longtemps qu'un journal magyar, en parlant de « La Serbie », la caractérisait comme le seul journal ententiste qui s'occupât de la question magyare et qui le fit d'une façon approfondie. « Heureusement pour nous, ajoutait l'auteur de ce jugement, « La Serbie » est peu répandue et peu lue. » La première remarque du correspondant magyar reste vraie aujourd'hui encore, et c'est vraiment dommage, parce que les affaires hongroises prennent un cours qui, en dehors de tout intérêt politique, mérite d'attirer l'attention générale par son originalité et sa bizarrerie.

Après avoir vainement essayé de concilier les principes de Wilson avec la conservation de la Hongrie intégrale, les Karolyistes entonnent maintenant d'autres refrains. L'offre d'alliance faite à l'Entente n'a produit aucun effet appréciable, mais cet échec ne décourage pas les Magyars qui risquent d'autres plans encore plus ingénieux. Une de leurs dernières propositions est motivée par leur désir de conserver au moins la *Hongrie économique* (voir la déclaration du comte Karolyi dans le « Berliner Tagblatt » du 25 novembre), avec le secret espoir que cette Hongrie économique évoluerait un jour vers l'ancienne Hongrie millénaire. Les nationalités non-magyares qui n'aiment pas ces subtilités maintiennent leur point de vue simple et naturel, celui du droit de chaque nation de se réunir conformément au principe de nationalité à sa nation-sœur. Les Magyars, par conséquent, n'ont qu'à se contenter d'une Magyarie composée des districts purement magyars. Malgré l'insuccès évident de leur politique actuelle, les Karolyistes ne semblent pas vouloir désarmer. Ils prodiguent maintenant les cajoleries à l'adresse des nationalités, accompagnées de menaces à l'adresse des Alliés. Donnons quelques exemples de ce que les Magyars « républicains » disent aux uns et aux autres :

Le comte Karolyi, en sa qualité de Ministre-Président, a adressé le 24 novembre (d'après le « Pester Lloyd » de ce jour-là) un manifeste dans lequel se trouve une interprétation étrange du droit des peuples de disposer de leur sort. « Hommes, femmes, s'écrie le comte Karolyi, aujourd'hui chaque peuple aura à décider lui-même dans son département, dans son arrondissement et dans sa commune (et non pas dans son Etat à lui — N. d. l. R.), quelle langue il apprendra à l'école, en quelle langue il sera jugé devant les tribunaux. » — « Femmes, à l'avenir vous aurez à dire,

vous aussi, votre mot dans la question de guerre ; vous déciderez aussi à qui appartiendra la terre. » Et ensuite : « C'est en cela que consiste le droit d'auto-disposition proclamé par Wilson. Mais le gouvernement de la République magyare va encore plus loin. Chaque paysan obtiendra au plus tôt un morceau de terre qu'il pourra cultiver avec sa famille pour vivre convenablement. »

Il serait trop long d'énumérer tous les avantages que le comte Karolyi offre aux nationalités non-magyares, avantages exposés par lui avec une verve demi-poétique, demi-théâtrale et qui a dû beaucoup égayer les peuples non-magyars habitués à voir les Magyars dans la peau du loup et non dans celle de l'agneau... Le clou de ce manifeste est constitué par le passage final où le comte Karolyi invite les nationalités à rester en Hongrie à l'examen, c'est-à-dire pendant un certain temps, pour voir si réellement ses promesses seront tenues... « Nous vous disons : avant que vous vous sépariez de votre ancienne patrie (*sic!*), avant que vous renversiez l'ordre existant en Hongrie, essayez pourtant de vivre en accord avec le nouveau gouvernement hongrois. Si vous constatez que nous ne tenons pas nos promesses, vous avez toujours le temps de vous séparer de nous. Nous n'emploierons aucune force contre vous. »

C'est vraiment touchant, cet amour de la Hongrie nouvelle pour les nationalités ! Mais avant que les nationalités aient pu donner une réponse quelconque à cette invitation aimable, le comte Karolyi et son bras droit, Oskar Jaszi, ont lancé dans le « Vilag » du 26 novembre, un appel insolent aux Alliés en les invitant à chasser immédiatement les armées serbe, roumaine et tchèque du territoire hongrois ; si les Alliés n'obtempèrent pas, le comte Karolyi et Oskar Jaszi prendront une résolution terrible... *ils donneront leur démission !* « Et alors, conclut ce manifeste, venez vous-même gouverner, général ! »

Voici donc les deux armes principales de la Hongrie « nouvelle » : la cajolerie et les menaces. Et les Magyars s'imaginent que nous allons pleurer le départ des Karolyistes ? Mais pas du tout. Il nous est parfaitement indifférent que la Magyarie soit gouvernée par le beau-père Andrassy, ou par le gendre Karolyi, ou par tout autre représentant de l'oligarchie seigneuriale magyare. Une seule chose nous importe : voir tous nos frères de race définitivement affranchis du joug magyar. Tout le reste, ça nous est bien égal !

FEUILLETON

DOMMAGES ET PERTES DE LA SERBIE

(Suite.)

2) Dans la propriété d'Etat

Le stock des marchandises et des produits divers qui se trouvaient dans les magasins des douanes, des chemins de fer ou des postes, et que les particuliers n'ont pas eu le temps de transporter, a également été pillé, d'où résulte pour l'Etat un dommage que nous évaluons à 12.000.000.

En outre, tous les articles faisant l'objet d'un monopole, tels que le sel, le tabac, le papier à cigarettes, les allumettes, le pétrole, les timbres et le papier timbré, qui se trouvaient dans les magasins de l'Etat, ont été emportés ou anéantis ; cela représente une valeur de 16.000.000.

Le numéraire en caisse dans les bureaux et institutions était, comme on l'a vu, de 28.500.000. A la suite de la hâtive retraite, tout cet argent a été anéanti ou est resté dans le pays entre les mains des fonctionnaires. Ces dernières sommes ont été soit confisquées par les autorités militaires, soit dépensées par ceux qui en disposaient, de sorte qu'elles doivent être considérées comme perdues.

Il faut également compter ici les pertes que l'Etat subira sous la forme de pensions à servir aux invalides de guerre. D'après leur nombre actuel et l'évaluation du ministère de la guerre, ils seront à la fin de la guerre au moins 76.000. En supposant que chacun ne reçoive qu'une rente annuelle de 600 fr., et pendant dix ans seulement, l'Etat aura à payer de ce chef

46.800.000 par an, ce qui correspond à un capital de 400 millions de francs au taux de 6 % (1).

L'Etat devra aussi prendre à sa charge les risques d'assurances contractées par des familles dont les assurés ont été tués pendant la guerre et qui, tout en ayant acquis le droit au paiement de la police, ont été empêchés par cas de force majeure, de payer à temps la prime de guerre. Ces risques représentent une somme de 18.000.000.

L'Etat a subi encore, en ce qui concerne le service de son emprunt d'avant-guerre, des pertes qui, pour cinq années de guerre, se montent à 240.000.000.

Le total des pertes subies par l'Etat représentent donc une valeur de 714.500.000 fr.

Les emprunts spéciaux afférents à la présente guerre, ainsi que l'entretien des troupes, n'ont pas été pris en considération, faute de données sur la durée de la guerre et sur le montant total qu'atteindront ces emprunts.

3) Dans la propriété des corps autonomes

Il faut aussi tenir compte des dommages subis par la municipalité de Belgrade (anéantissement des parcs, du pavage, de la canalisation, de l'aqueduc et de nombreux édifices), dommages représentant à peu près 5.000.000. Il faut encore y ajouter l'aqueduc perdu, ainsi que les revenus de l'aqueduc, de la canalisation, de l'éclairage, qui n'ont pas été encaissés, tandis que la municipalité devait entretenir son personnel. Pendant cinq années de guerre, ces pertes représentent 8.000.000. La municipalité de Belgrade a supporté encore, dans le service de son emprunt de 45.000.000 de francs, des pertes qui, pour cinq années de

(1) Nous n'avons pas pris en considération les indemnités et secours accordés aux familles des soldats pauvres.

guerre et au taux de 6 %, représentent 9.000.000. L'ensemble des pertes de la municipalité de Belgrade est donc de 22.000.000.

Les dommages subis par d'autres municipalités et divers corps autonomes atteignent 14.000.000.

Au total, les pertes en marchandises, en numéraire et en objets de valeur subies par les particuliers, par l'Etat et les corps autonomes et communaux représentent une valeur de 1.962.500.000 de francs.

5. Installations de fabriques et ateliers divers

1) Dans la propriété privée

Nous avons vu que les installations de fabriques privées, avec leur capital roulant et leurs matières premières, représentant une valeur de 132.500.000 de francs. Si l'on admet que les entreprises industrielles n'ont pas toutes été anéanties, mais que, sauf quelques-unes qui ont été brûlées, elles n'ont pas été complètement démolies et endommagées, si l'on ajoute les installations, les machines, les moteurs, les courroies de transmission, etc., ainsi que les matières premières et tout ce qui a été emporté avec la perte occasionnée par manque de rendement du capital roulant, on arrive, d'après notre compte spécial, à une valeur de 90.000.000. Nous devons y ajouter le montant des appointements payés par les entreprises industrielles à leur personnel pendant cinq années de guerre, soit 20.000.000. Les pertes totales atteignent donc 110.000.000 de francs.

2) Dans la propriété d'Etat

Les fabriques de l'Etat ont subi des dommages très importants. Les édifices ont été démolis et les installations abîmées ; les fabriques de tabac et d'allumettes ont été complètement brûlées. Nous évaluons ces dommages comme suit :

La fabrique de l'Institut militaire technique à Kragujevac et la poudrerie d'Obiliczevo, avec le matériel de travail qui

La Hongrie et ses peuples limitrophes

Notre ami et collaborateur, M. le Dr. Grba, nous adresse l'article suivant qu'il a publié en allemand, dans la « Neue Zürcher Zeitung » du 21 novembre :

Dans son article « Le sort de la monarchie austro-hongroise », paru dans le N° 1409 de la « Neue Gazette de Zurich », du 23 octobre, M. Vincent de Nagy démontre que rien ne peut plus arrêter la dissolution de l'empire des Habsbourg. Mais malheureusement il n'en tire pas, en ce qui concerne les peuples limitrophes de la Hongrie, la seule conséquence juste, savoir qu'aucune force ne peut dorénavant tenir ces peuples enchaînés à la nation magyare. M. Nagy dit que Karolyi est « le dépositaire de la confiance générale. Karolyi, et avec lui la Hongrie tout entière, exige l'indépendance du pays, son intégrité territoriale et l'accès libre et assuré d'un propre territoire adriatique ». Me rangeant du côté du Conseil Serbo-Croate-Slovene de Zagreb, je crois pouvoir fixer, à cet égard, un point de vue que certainement aucun ressortissant d'un des peuples limitrophes de la Hongrie ne voudra refuser.

Il va de soi que le peuple magyar a autant de droit à une indépendance complète que tous les autres, mais seulement en tant qu'il habite en masses compactes les pays autour de Budapest et de Debreczin. Une telle indépendance nous ne lui l'envierions certes pas, quoiqu'il nous ait si longtemps opprimés et quoiqu'il soutint Tisza comme un seul homme, lorsque celui-ci provoqua la guerre contre la Serbie. En ce qui concerne l'intégrité, il en faut d'abord comprendre la conception magyare, et cette conception n'est pas simple, elle a trois significations. Premièrement, « intégrité » signifie, pour les Magyars, en minorité vis-à-vis des peuples limitrophes, le droit de se créer une majorité écrasante à la Chambre par le moyen d'une « géométrie électorale » ralliée; deuxièmement, le droit à la magyarisation violente et illimitée des peuples limitrophes, surtout de leur jeunesse; troisièmement, le droit de s'ingérer arbitrairement dans la vie des « dépendances hongroises » comprenant, selon la philosophie de l'histoire magyare, la Serbie, la Bulgarie et la Roumanie, en vertu de la légitimité dynastique et en mémoire d'invasions pillardes dans un passé lointain.

Mais l'acceptation des principes de Wilson a rendu caduques toutes ces interprétations magyares de l'intégrité. Ce que signifie une intégrité nationale proprement dite, c'est la Pologne qui nous le montre: depuis longtemps déchirée, politiquement, en trois parties, elle manifeste maintenant que son unité réelle n'a jamais été interrompue. Cela veut dire que c'est le peuple paysan, lié par une communauté de langue, avec ses intellectuels qui lui ont créé une civilisation nationale basée sur cette langue, qui est le véritable représentant de l'intégrité nationale. Certes, il arrive quelquefois que des peuples de langue différente, pour les causes économiques et historiques particulières, s'unissent en un Etat commun et se sentent nationalement unis; mais ce n'est le cas que lorsque cette union s'est accomplie par le libre consentement de tous les peuples qui y participent. Or ce n'est nullement le cas des peuples limitrophes de la Hongrie: ici toute manifestation de la volonté du peuple fut étouffée par la force des armes, et ce qu'il en est des avantages économiques de cette union avec la Hongrie, les Slovaques et les Petits-Russiens des Carpathes (ou Ruthènes) ne le prouvent que trop bien, étant, comme on sait, les peuples les plus pauvres de l'Europe. Les Roumains de la Transylvanie font entendre à chaque occasion qu'ils n'ont aucun intérêt à rester unis à la Hongrie. Les Croates du côté gauche de la Drave fixent leurs regards avec un désir impatient sur leurs frères du côté droit. Quant aux Serbes de Batchka, Banat, de la Voïvodina en un mot, non seulement ils ne se considéraient jamais comme faisant partie de l'intégrité hongroise, mais leur existence nationale consistait dans la défense continue de leur propre intégrité contre les Magyars. Tisza péta fit arrêter leur guide politique, Svetozar Miletitch, à cause d'un article de journal et malgré son immunité de député; de nuit on l'arracha de son lit et le jeta dans le cachot de Vacz où le malheureux resta cinq ans et devint fou. Tisza fils, au cours de cette guerre, fit condamner à huit ans de

prison le guide intellectuel des Serbes de la Voïvodina, le professeur Vaso Staitch, se fondant uniquement sur la dénonciation, faussée au surplus, qu'une fois avant la guerre il aurait joué d'un permis de circulation sur les chemins de fer serbes. Egalement dans ces dernières années, les vers de l'éminent poète lyrique Branko Raditchevitch, qui jadis avait passé sans accident la censure metternicienne, furent condamnés en Hongrie, à être brûlés, et de même les œuvres poétiques de Zmay-Yovanovitch, hautement appréciées même dans des milieux magyars pour ses traductions achevées des meilleurs poètes magyars.

Et après tout cela il faudrait encore qu'une partie de notre peuple restât avec les Magyars! Non, pas même une démocratisation entière de la Hongrie ne pourrait y aider. Car le suffrage universel à base de circonscriptions d'un nombre d'électeurs à peu près égal, créerait une Chambre, où les Magyars tiendraient un peu moins, les non-Magyars un peu plus de la moitié des sièges; et un tel corps législatif ne pourrait guère prendre d'autres résolutions que de se dissoudre continuellement, la nation-maîtresse d'hier considérant toute égalité de droits avec ceux qu'elle avait jusque-là opprimés, comme une oppression d'elle-même. Ne vaut-il pas mieux se séparer tout de suite et définitivement, surtout puisque l'occasion la plus favorable s'offre, comme on n'en a jamais vu? Ce n'est qu'ainsi que les Magyars pourraient apprendre une bonne fois à se borner sagement à leur peuple effectif dans la conception de leur intégrité nationale. Alors seulement les nations environnantes vivront avec eux en bons voisins.

Quelques mois encore sur le futur port magyar sur l'Adriatique. Nous, les Serbo-Croates et Sloènes, assurerons à nos amis, les Tchéco-Slovaques un port sur la côte istro-croato-dalmate; un port, bien entendu, et non pas l'occupation d'une ville maritime. D'après le même type, les Allemands d'Autriche et les Magyars pourront avoir chez nous leurs ports, ce qui pourra être réglé par une convention internationale. Car nous autres Serbo-Croates et Sloènes, nous ne considérons pas l'Adriatique comme un « mare nostrum », mais comme un chemin vers la liberté mondiale des océans, pour nous et pour toutes les autres nations.

Dr. M. Iovan Grba.

Les Magyars d'hier et d'aujourd'hui

Aujourd'hui tout sent la « république » en Hongrie. D'après les journaux magyars la Hongrie magyare apparaît comme une foule frénétique, submergée dans la joie de pouvoir enfin manifester librement ses sentiments démocratiques innés. Aujourd'hui tous les Magyars se prétendent démocrates, fils de Wilson, même ceux qui, hier encore, adoraient le Dieu germanique et misaient sur lui.

Un petit souvenir que nous avons eu l'idée de garder jetera quelque lumière sur la transformation trop brusque de ces âmes versatiles. Un journal magyar, le « Pesti Naplo », écrivait dans son numéro du 30 mai 1918 un article de fond, dont nous extrayons les passages suivants :

« Une victoire nous est nécessaire, qui décimerait les troupes de l'Entente et userait l'aide américaine en la forçant à combler les brèches; une victoire nous est nécessaire, qui démontrerait que tenir équivalent à une continuation de la guerre pour des années; enfin, une victoire nous est nécessaire qui condamnerait la France au sort de la Serbie. Nous devons croire que la France est aujourd'hui menacée d'une telle ruine, telle qu'il n'en existe pas d'exemple dans l'histoire. Car si une catastrophe sans exemple n'abat pas la France maintenant, un nouveau déluge submergera le monde, la culture, la civilisation. Certes, Paris est beau. Mais

plutôt périsse Paris que toute l'Europe! L'Humanité ne pourrait élever un monument plus digne, aux horreurs de quatre ans de guerre, que les ruines de Paris! »

Le journal qui a fait preuve d'une telle sympathie pour la France au moment où sa situation était la plus difficile, se pique aujourd'hui d'amitié française d'une façon dégoûtante. Son propriétaire, un baron, chef du cartel de bière, est aujourd'hui membre du Conseil National magyar à Budapest. Il y coudoie les membres du Conseil des soldats et ouvriers. Il représentait le Conseil National magyar aux pourparlers d'armistice à Belgrade et assistait aux entrevues avec le général Franchet d'Espérey. En cette occurrence, il prenait l'air d'un démocrate convaincu et si le général lui avait laissé donner libre cours à ses idées, il n'aurait pas manqué d'épancher son cœur plein d'amour pour la France et les Alliés occidentaux.

De tels exemples abondent. Les Bertrand Barère pullulent en Magyarie. Ceux qui, hier, chantaient des hymnes à la maison des Habsbourg et l'assuraient de la fidélité éternelle des Magyars, appellent maintenant le roi Charles traître à la patrie!

Il est des peuples qui ont même dû quitter le sol natal, mais qui ne se sont pas prosternés devant le vainqueur. La Serbie a souffert son calvaire avec un mutisme de martyrs. Lorsque notre pays fut écrasé, nous nous souvenons fort bien de ces temps là, les Magyars parlaient avec un ton de mépris et d'orgueil « du peuple d'assassins vaincus par la force des Magyars. » Aujourd'hui, humbles et petits, pusillanimes et efféminés, sans force virile, ils rampent, flattent, cajolent, supplient et se font une vertu du reniement de celui devant qui, hier encore, ils se prosternaient. La Hongrie millénaire et intégrale meurt sans beauté, engloutie dans la pourriture qui l'a perdue.

Les intrigues magyares

Les Magyars créent une fiction sur laquelle ils basent leur politique actuelle dans le seul but de marchander le plus habilement possible pour sauvegarder l'intégrité de la Hongrie « millénaire ». Leur fiction consiste en ceci: Karolyi avec ses partisans a dégage toutes les responsabilités qui pèsent sur la Hongrie. Le peuple magyar, qui pendant quatre ans fit preuve d'une combativité féroce, n'a pas agi de son plein gré, mais sur l'ordre de ses dirigeants d'alors. Les chefs de l'ancien régime ayant abandonné le pouvoir, le peuple magyar se trouve désormais libre de toute obligation, et en conséquence il a le droit de bénéficier des principes wilsoniens adaptés aux conditions de la Hongrie. Car les principes de Wilson ont en Hongrie une signification toute particulière. Karolyi l'a précisé avant d'arriver au pouvoir. « Il est juste, a-t-il dit, que les principes de Wilson soient réalisés dans les autres pays mais ce serait du pur doctrinarisme que de vouloir les appliquer en Hongrie ». Aussi, quand les Magyars ont à la bouche le nom de Wilson, c'est uniquement dans le but de permettre aux Magyars, sous le couvert de cette égide, à continuer leur domination sur les autres peuples.

Naturellement, les Alliés apprécieront cette fiction magyare à sa juste valeur.

Ceux qui, sentant le couteau sur la gorge, se rendent à merci et crient grâce

ne peuvent pas être neutres. Il ne suffit pas de reconnaître qu'on est vaincu, il faut payer la note. Le peuple magyar tout entier est responsable, tant pour la guerre à l'extérieur que pour la guerre à l'intérieur. L'enthousiasme qui guidait les bataillons magyars dans les combats au son de l'air: « Que la Serbie soit perdue », est connu de tout le monde. Leur empressement à secourir les Allemands n'a pas échappé aux Alliés. De même, leurs agissements à l'intérieur sont connus. La politique d'extermination et de tyrannie perpétrée avec une sauvagerie sans précédent sur les peuples subjugués, a laissé un souvenir ineffaçable dans la mémoire des civilisés. Les internements des citoyens, les innombrables gîlets, les expropriations des biens appartenant aux Magyars, la fameuse réforme électorale, la fermeture des écoles d'autres nationalités que la leur, bref tous les rouages d'une infernale machine administrative magyare d'oppression étaient en action chez les Magyars, tant qu'ils conservaient l'espoir de voir l'Allemagne terrasser le monde. Cette politique n'était pas seulement l'œuvre du gouvernement. Toute l'opinion publique, toute la grande presse, faisait chorus, applaudissait aux plus abominables mesures et témoignait de son patriotisme en renchérissant encore dans le chauvinisme.

Aujourd'hui que le monstre allemand gît dans la poussière, les patriotes magyars ayant perdu sur un tableau, mettent toute leur fortune sur l'autre, qui, cette fois-ci, doit gagner à coup sûr. Avec une science de coups de théâtre magnifiquement organisés pour fasciner les spectateurs occidentaux, ils font une « révolution » à dessein de propager la conviction qu'une nouvelle Hongrie a surgi à la place de l'ancien. Cette parade démocratique est jouée dans le but de persuader le monde apitoyé qu'il faut laisser les Magyars en possession de la Hongrie actuelle.

Quant à nous, Yougoslaves, nous sommes convaincus qu'il ne se trouvera pas au sein de l'Entente un seul homme politique pour refuser de réaliser notre programme national. La Serbie, le Piémont héroïque de la Yougoslavie, a témoigné par sa fidélité religieuse et son mâle héroïsme de sa valeur et de sa haute morale.

Nous ne demandons rien aux Magyars de ce qui leur appartient, mais d'autre part, nous ne voulons pas permettre qu'un seul de nos villages reste en leur possession. Conscients de ce que nous avons donné, nous sommes convaincus que nos grands amis et alliés sauront honorer nos revendications et réaliseront notre unité nationale, malgré les innombrables notes pordiguées par Karolyi et consorts.

Dr Lj. Popovitch.

Encore un dignitaire ecclésiastique disparu

Dans notre dernier numéro, nous avons parlé de la disparition de l'archevêque serbe Vitcenti, qui, selon toutes les apparences, a été assassiné par les Bulgares. « Le Temps » du 28 novembre nous donne encore une triste nouvelle. Il s'agit de l'évêque de Niche, Dossitié, de qui l'on sait avec certitude qu'il a été déporté en Bulgarie, mais qui n'a pu être rendu aux Serbes malgré les clauses de l'armistice.

« Cent mille Serbes, dit « le Temps », ont été déportés d'une façon barbare sans précédent dans l'histoire. Les Bulgares les renvoient maintenant en les forçant de partir à pied et en les tuant en route. »

s'y trouvait, 15.000.000 de francs; la fabrique de tabac et d'allumettes, 14.000.000; l'Institut pour l'imprégnation du matériel de construction à Tchitchevatz et à Krouchevatz, avec le chemin de fer suspendu Jastrebatz-Obilitchevo, et la briqueterie de Tchoupria, 800.000 fr.; les pertes des mines de Ségne pendant deux années d'occupation, les dommages dans les constructions, dans les installations, dans la houille exploitée, 16.000.000. En tout, 45.800.000 fr.

Les pertes totales causées aux particuliers et à l'Etat s'élèvent donc à 155.800.000.

6. Armements et équipements

Nous avons vu qu'à la veille de la guerre l'Etat possédait dans les magasins militaires pour 95.000.000 d'effets d'équipement, pour 125.000.000 de munitions et de train, et pour environ 150.000.000 de fusils et de canons. Tout cela peut être considéré comme perdu, car il a été impossible de rien sauver pendant la retraite, à travers les montagnes d'Albanie. D'où pour l'Etat une perte de 370.000.000.

7. Moyens de communication

Tous les moyens de communication sont ou gravement détériorés ou anéantis, et l'on devra tous les reconstruire. Les routes et les chemins ont été défoncés par le passage continu des troupes nationales ou ennemies; les ponts et les viaducs sont en grande partie détruits. Il en est de même des voies ferrées, des ponts et viaducs de chemins de fer et des autres installations. Le matériel des chemins de fer, pour autant qu'il n'a pas été employé jusqu'à être mis hors d'usage, est tombé entre les mains de l'ennemi, qui ne détruira définitivement pendant sa retraite tout l'emportera avec lui s'il le peut; de toute façon, nous ne trouverons presque rien à notre retour.

(A suivre.)

Janez Krek et l'organisation de notre Etat

La « Hrvatska Rijec » publie dans son numéro 281 une conversation très intéressante qu'a eue M. R. Petric avec feu Janez Krek, sur l'avenir de l'Etat serbe, croate et slovène.

A la question s'il ne craignait pas l'hégémonie des Serbes dans la Yougoslavie, le Dr Krek a fait la réponse suivante :

— Ceux qui sont plus capables domineront dans notre Etat. Si les Serbes sont plus capables, il n'est que juste qu'ils dominent. Si vous pensez que les Serbes, par le simple fait de leur supériorité numérique, auront une voix décisive dans le parlement central, vous perdez de vue certaines choses. Supposons que l'Etat des Serbes, Croates et Sloènes est constitué. La constellation actuelle des partis politiques aura une grande influence aussi sur les rapports dans le parlement central. D'abord les partis politiques qui auront certaines affinités se rapprocheront. Le parti populaire slovène marchera avec le groupe autour du journal « Novine » et j'espère que parmi les Serbes des tendances analogues politiques et culturelles se manifesteront également, de sorte qu'on aura au parlement quelques cléricaux serbes. Les libéraux serbes, croates et slovènes agiront d'accord, de même les socialistes. En outre, il est possible que les partis autonomistes soient fondés, qui demanderaient le changement de la Constitution dans le sens fédératif, comme par exemple les radicaux chez les Serbes ou les partisans de Startchevitch-Frank chez les Croates. Des tendances sociales se feront jour également dans le parlement

et cela influera sur la structure des partis. Entre temps, l'unification politique fera des progrès, les tendances centrifuges disparaîtront et nous deviendrons, au bout de deux ou trois générations, un peuple réellement unifié. Si l'hégémonie d'une partie de la nation arrive à se faire sentir, ce qui n'est pas certain, ce sera seulement au commencement. Je crains l'hégémonie serbe d'autant moins que les Serbes sont très divisés entre eux et possèdent un nombre anormal de partis politiques. Je crois que dans aucun cas ils ne formeront un bloc unique. Prescrire que certains ministres doivent être Croates ou Sloènes, n'aurait aucun sens, puisque les Serbes, s'ils obtiennent l'hégémonie, nommeront aux postes de ministres leurs créatures et alors qu'est-ce qu'on a gagné? La meilleure solution c'est d'envoyer au parlement les meilleurs hommes et qu'ils gouvernent le pays. Aucun paragraphe et aucune Constitution ne peut sauver un peuple incapable, et je ne place pas les Croates et les Sloènes parmi les incapables. Je suis persuadé qu'ils sauront arriver dans l'administration et dans la représentation à des postes prépondérants.

— Monarchie ou république?

— Cela m'est presque égal. Dans mon âme, je suis républicain, mais si nous adoptons la monarchie, cela doit être une monarchie républicaine, comme la Norvège. Le roi n'est que le président de république héréditaire et ne possède pas le droit de sanction. Trois principes directeurs doivent guider à l'avenir notre peuple: un peuple, un monarque, un Etat de Beljak à Salonique et beaucoup, beaucoup de libertés.

La Bulgarie avant et après l'armistice

Hermann Wendel et la débâcle bulgare

Dans l'« Arbeiter Zeitung » du 6 octobre, M. Hermann Wendel a expliqué la défection bulgare de la manière suivante :

Lorsque l'auteur de ces lignes avait parlé l'année dernière non pas d'une volte-face bulgare, mais avait seulement conseillé, vu l'exemple de nos anciens alliés, l'Italie et la Roumanie, de ne pas attribuer une trop grande importance, ni une durée éternelle aux alliances actuelles, la presse de Sofia cria : « Vengeance ! » Les pan-germaniques « Leipziger Neueste Nachrichten » étaient littéralement hors d'elles-mêmes, parce qu'un sozial-démocrate allemand s'était permis de « mettre en doute, chez les Bulgares, la plus haute valeur éthique qui existe dans les rapports réciproques entre les nations en général — la fidélité ». Elles ont aussi profité de l'occasion pour affirmer une fois de plus au peuple bulgare qu'en Allemagne « tout le monde — sauf une seule exception peu célèbre, M. Wendel — est persuadé de la valeur brillamment prouvée de l'alliance bulgare-allemande ». C'est à peine, s'il y a quinze jours, le Dr Kaleff protestait dans la « Correspondance bulgare » contre les tentatives des « Wendelistes » de pouvoir même envisager la possibilité d'un arrangement à l'amiable entre la Bulgarie et la Serbie — et cela non pas par un abandon des Puissances centrales, mais par une paix d'entente.

Parmi beaucoup de choses inconcevables de ces dernières années, vient en effet la circonstance que la défection de la Bulgarie était un coup de foudre pour le gouvernement allemand. Il y a quelques jours à peine, le ministre von Rosenberg avait affirmé, à l'occasion de l'arrivée à Berlin des représentants de la Chambre de Commerce bulgare : « La base de l'alliance consolidée par le sang versé en commun et par les grands événements, est aujourd'hui plus solide que jamais ». Cependant, M. Guéchoff, premier ministre de 1912, installé en Suisse depuis quelque temps, traitait et marchandait avec les négociateurs de l'Entente. Est-ce que vraiment le gouvernement allemand n'en avait rien vu et rien entendu ? Avait-il dormi au moment où son devoir lui commandait de veiller vingt-quatre heures par jour ?

En réalité, nos rapports avec la Bulgarie reposaient uniquement et exclusivement sur la base d'un arrangement d'affaires dont les paiements devaient s'effectuer tout à fait froidement. Jusqu'au dernier moment, les gouvernements de Sofia avaient attendu pour décider, avec leur « fidélité d'allié », s'ils devaient s'adresser aux Puissances centrales ou à l'Entente. Mais la ferme conviction existait chez nous que la Bulgarie serait acquise au plus offrant et c'est ainsi qu'à la première, à la deuxième et à la troisième enchère, la marchandise nous fut adjugée. La Bulgarie devint la gardienne des Puissances centrales sur la route de Constantinople et reçut pour salaire un chèque à toucher sur le butin serbe. Tout cela était clair et simple. A présent que nous nous trouvons dans une situation où l'on doute de notre solvabilité, puisque le second partenaire doute aussi de la valeur du chèque, il déchire froidement le traité. C'est non moins clair et non moins simple ; nous n'avons pas le droit de nous épancher en des plaintes sentimentales ; nous devons dire, comme le marquis de Keith à son amie qui le quittait : « Tu pars avec le bonheur. C'est humain ».

Les atrocités bulgares constatées devant les délégués de la Croix-Rouge Internationale

« Devant M. Adossidis, gouverneur général de Macédoine, le Dr Ferrière, vice-président du comité international de la Croix-Rouge de Genève et M. Georges Werner, secrétaire de ce comité, un lieutenant français, un lieutenant aviateur anglais et les médecins serbes Constantinovitch et Yovanovitch faits prisonniers par les Bulgares pendant la guerre, ont déposé les faits suivants :

Déposition du lieutenant français :

« Pour les Bulgares il n'y a pas de prisonniers de guerre, tous étaient des esclaves. Les officiers de la 2^e armée bulgare déclaraient que la Bulgarie ne tient aucun compte de la Convention de Genève. On a vu comme prisonniers de véritables squelettes humains arrivés à un tel état d'abrutissement à cause du travail considérable et de la faim qu'ils mangeaient des ordures ».

Déposition du lieutenant anglais :

« Lorsque j'ai atterri, l'officier Cicoff me prit tout mon argent, ma bague. Sur 1000 soldats anglais internés dans notre camp, 65 moururent par suite de mauvais traitements. Le lieutenant Myllard en devint fou. Dix-huit soldats anglais succombèrent pendant le voyage de retour de Sofia à Salonique ».

Déposition du Dr Constantinovitch :

« Les internés, sans chaussures, presque nus, étaient obligés de travailler à des conditions très dures. Ils couchaient sur la terre. Les prisonniers atteints de typhus exanthématique n'étaient pas isolés et mouraient par vingtaines par jour ».

Déposition du Dr Yovanovitch :

« A leur entrée à Prizrend, les Bulgares pillèrent les magasins et les hôpitaux. Je fus envoyé comme travailleur sur la ligne du chemin de fer de Roustschouk à Varna. J'ai vu des femmes grecques déportées de la Macédoine orientale, presque moribondes, travailler.

la plus vive pour le peuple français, mais rien n'est plus odieux que cette platitude dégoûtante, cette obscuresse maladroite, voulant faire un accueil de Mardi gras aux troupes françaises entrant à Budapest ».

Un autre journal, parlant des préparatifs pour la réception des Français, relève que soixante-dix comités et barons ont mis leurs demeures à la disposition des officiers français et anglais, offre déclinée par l'autorité.

Cette basse cajolerie est vraiment une œuvre digne des Magyars, mais elle ne réussira pas à sauvegarder leur domination tyrannique si longtemps exercée sur d'autres peuples.

Les crimes bulgares commis sur les prisonniers serbes

Le « Times » du 29 novembre publie un rapport de son envoyé spécial à Sofia, sur le traitement affreux infligé aux prisonniers en Bulgarie :

Les populations serbes et grecques déportées de la Serbie et de la Macédoine grecque ont été traitées en Bulgarie avec une cruauté horrible. Parmi ces internés, il y a eu plus de morts que de survivants. Dans certains cas les souffrances infligées à ces internés étaient dues aux brutalités commises par les officiers et les fonctionnaires bulgares de propos délibéré, d'autres provenaient de l'indifférence et de la négligence coupables de l'administration. Le sort des prisonniers britanniques et français a été moins affreux, mais les Serbes, Grecs et Roumains ont enduré les pires souffrances. Je suis informé aujourd'hui officieusement que 53.000 Serbes seulement ont survécu sur un nombre total de 100.000 internés. Sur 8000 prisonniers serbes enfermés dans le camp de Haskovo, 5000 au moins sont décédés. Dans le camp des prisonniers roumains de Rouchchouk, une épidémie de typhus éclata, mais aucun médecin bulgare ne consentit à soigner les malades. Un médecin roumain fut chargé de venir à leur secours, mais il fut atteint par l'épidémie et mourut. Alors les malades furent entassés et enfermés dans une maison où on les abandonna à leur sort. De la sorte, trois cent prisonniers périrent misérablement avant que l'épidémie eût cessé.

On demanda aux internés et aux prisonniers, quand ils arrivèrent, s'ils voulaient travailler et gagner ainsi leur vie ou rester internés. Presque tous déclarèrent préférer le travail à l'internement, ne se doutant pas du genre de travail qu'on leur demanderait. Il s'agissait de casser les pierres sur les routes. Aucune rétractation postérieure ne fut admise, aucune exception ne fut faite. Des vieillards et des jeunes gens, des femmes et des enfants, appartenant à toutes les classes sociales, riches et pauvres, propriétaires de terres, commerçants, fonctionnaires, prêtres, maîtres d'école, tous furent condamnés à faire quotidiennement ce travail pénible pendant dix-huit mois. Leur nourriture était telle que dans des temps ordinaires, même les mendiants auraient refusé d'y toucher et l'on en distribuait si peu que cela suffisait tout juste à maintenir la vie. Le fouet était libéralement appliqué pour stimuler les forces déclinantes des prisonniers. Ceux qui tombaient malades n'avaient à espérer aucun secours médical. Des milliers de prisonniers et d'internés périrent ainsi d'une mort affreuse. Sans l'ombre d'un doute, l'esclavage du plus abominable type connu dans l'histoire moderne ou ancienne a été pratiqué dans une large mesure pendant la guerre actuelle, par la Bulgarie.

Les atrocités bulgares à Vranjé et ses environs

« La Grande-Serbie », paraissant à Salonique, publie, dans son numéro du 20 octobre, une lettre de Vranjé écrite au moment où les troupes serbes firent leur entrée dans cette ville. Elle donne une description touchante de l'accueil enthousiaste fait par la population de Vranjé au prince-héritier Alexandre. « L'automobile dans laquelle se trouvait le prince, dit cette lettre, pouvait à peine se frayer un chemin parmi la foule qui s'était portée au devant du prince pour le saluer. La voiture était littéralement inondée de fleurs et les petits écoliers étaient montés sur les marches-pieds de l'automobile et, accompagnés par le peuple, ils chantaient les airs nationaux saluant ainsi le prince... Mais ce ne fut qu'un éclat de joie et de bonheur au milieu d'un profond deuil : la charmante petite ville de Vranjé n'est plus ce qu'elle fut avant la guerre. Non seulement qu'elle est dévastée et saccagée mais toute sa population mâle avait été mise à mort : à peine on voit quel-

ques vieillards. Les trois ans de régime bulgare furent pour notre peuple plus terribles que les cinq siècles du noir esclavage turc. Les méfaits commis par les Bulgares portent une empreinte d'une telle lâcheté, d'une telle atrocité, que les Bulgares méritent d'être stigmatisés comme le peuple le plus haïssable et le plus méprisable que le monde ait jamais connu. Ce peuple, qui constitue une outrage à l'humanité, ne doit rester impuni : lui pardonner serait un crime impardonnable envers la civilisation... »

La ville de Sourdoulitsa n'est qu'un immense ossuaire dans lequel reposent des milliers de vies les plus précieuses de notre peuple de Pirot, Béla-Palanka, Niche, Prokouplyé et Vranjé. C'est Sourdoulitsa qui fut l'autel où les Bulgares amenaient leurs victimes pour les immoler en les criblant de coups de baïonnettes et en les abattant à coups de crosses, laissant aux tziganes du faubourg le soin de les enterrer... »

Une femme exaspérée par l'assassinat abominable de son mari par les Bulgares cria au prince Alexandre : « Altesse, nous ne vous demandons qu'une chose : remettez-nous le major Ieff, nous autres femmes et jeunes filles, nous aurons assez de cœur pour lui rendre la justice méritée ! » Ce bandit en uniforme d'officier avait, en effet, dépassé par sa cruauté tous ses compatriotes ayant mis dans le plus profond deuil grand nombre de nos foyers. Il avait assassiné Blagoyé Ilitch, membre de la notable famille de Kosta Ilitch, de Leskovats. Il lui avait d'abord extorqué par le chantage de grandes sommes et quand il l'avait complètement dépouillé, il l'a remis en liberté et l'avait ensuite, deux jours après, traitement assasiné... »

La trahison bulgare jugée par les Autrichiens

Le journal autrichien les « Beogradske Novine » qui paraissait à Belgrade pendant l'occupation autrichienne, n'a pu s'empêcher d'adresser aux Bulgares quelques reproches amers à cause de leur trahison.

« En prenant en considération, écrit ce journal à la date du 5 octobre, un tel changement d'événements, une comparaison s'impose à nous, involontairement, avec un autre Etat des Balkans qui a su tirer bien d'autres conséquences de la situation désastreuse dans laquelle se trouvaient son peuple et son armée : il s'agit de la Serbie vaincue et pour ainsi dire effacée de la carte des Balkans. Ainsi les fils de la Serbie luttent encore aujourd'hui pour leur patrie, bien qu'elle ne soit presque plus qu'une fiction, et ses hommes politiques restent inébranlables dans la voie qu'ils avaient choisie. Cependant, la Bulgarie, dont l'intégrité territoriale était restée intacte et qui, d'autre part, était sûre d'avoir derrière elle toute l'Europe centrale, s'est écroulée, en vraie lâche, après le premier coup reçu. Nous devons respecter l'ennemi vaincu, et l'allié félon ne mérite de notre part que d'être plaint... pour ne pas dire plus ».

La servilité de la Hongrie « nouvelle »

A défaut d'arguments assez solides pour prouver leurs droits à la Hongrie intégrale, les Magyars ont recourus à leurs anciennes méthodes de cajolerie. Avant la guerre, si un Européen de marque se hasardait en Hongrie, il était reçu avec des honneurs et une pompe inusités en Occident. Des fêtes, chasses, concerts, excursions dans les domaines seigneuriaux, tels étaient les moyens dont usait la fastueuse hospitalité des Magyars pour démontrer à leur hôte qu'ils possédaient tous les droits à dominer les autres peuples. Autour de lui se pressaient les gens de confiance, si bien que son jugement et son désir de connaître la vraie Hongrie étaient faussés par leur infatigable assiduité. Quant à la misère, quant au mécontentement des peuples subjugués, on les lui cachait ; il n'en voyait rien.

Le nouveau gouvernement « révolutionnaire » paraît être fidèle à ces traditions sacrées. A l'occasion de l'arrivée des troupes alliées à Budapest, on organise des préparatifs énormes et coûteux dans le but, trop transparent, de conquérir la sympathie des officiers français et anglais ; on espère, de la sorte, les gagner à la cause de la Hongrie menacée par des peuples prolétaires qui veulent la liberté.

Voici quelle réception est réservée au général français Henrys, commandant des troupes d'occupation. L'organe officieux du gouvernement, le « Politiikai Hirado » publie le communiqué suivant :

« Le comité de la Ville pour le logement des troupes françaises à réquisitionné le palais Révai, 120, route d'Andrassy et l'a fait aménager par les soins d'industriels et d'artisans magyars, d'une façon somptueuse. L'aménagement coûte un million de couronnes. Avant que le général soit venu, le palais sera gardé militairement par la garde municipale. Dix ouvriers monteront la garde du palais ».

Le journal le « Világ », le seul qui ait cité en entier ce communiqué, (les autres journaux sentant la honte d'une telle mascarade, ont passé sous silence le coût de l'aménagement) l'accompagne des réflexions suivantes :

« Dans ce communiqué se fait jour une servilité infime, un byzantinisme honteux et effarant. Nous ne sommes pas dans la situation de pouvoir sacrifier un million. Nous éprouvons la sympathie

Un article du « Temps »

Le traité secret roumain La continuité géographique tchéco-sudslave

Le « Temps » du 28 novembre, dans son éditorial, consacré aux Roumains, vient de se prononcer sur le traité secret conclu entre l'Entente et la Roumanie ainsi que sur la nécessité de la continuité géographique tchéco-sudslave. Les passages y relatifs méritent d'être enregistrés.

Parlant de la psychologie magyare, le « Temps » fait l'observation suivante :

« On discutera là-dessus à loisir quand l'Europe Centrale aura été reconstruite conformément aux droits des peuples et des intérêts de la paix. Pour l'instant, il s'agit de la bâtir.

« C'est ce que les Roumains de Hongrie ont entrepris à leur tour, en sommant l'Etat hongrois de reconnaître leur liberté, et en rompant avec lui quand il leur a refusé satisfaction. La suprême manœuvre du gouvernement magyar a consisté à demander que les troupes du royaume roumain ne pussent pas donner leur aide aux autorités roumaines de Transylvanie. C'était un moyen de perpétuer le provisoire et de favoriser le désordre. Les Roumains ne s'y sont pas prêtés. On voit déjà se dessiner, sur la carte de l'Europe future, notre alliée la Grande Roumanie. Elle n'aura pas besoin, pour se constituer, d'invoquer un traité secret et périmé qui avait l'inconvénient de créer un litige entre Roumains et Serbes. C'est la volonté même des habitants qui va tracer les frontières.

« Devant ces grands changements que la victoire a rendus possibles, la France n'a qu'une préoccupation : puissent les peuples qui ont été compagnons de souffrance et compagnons de lutte rester unis dans l'avenir pour garantir la paix ! En face d'une Allemagne qui ne renoncera point, à côté des Magyars qui seront encore prêts à lui servir d'instruments, toutes les nations libérées du joug magyaro-allemand demeurent solidaires. Et la solidarité de leurs intérêts doit se traduire par la continuité de leurs territoires. — n'en déplaise au « Conseil d'Etat » allemand de Vienne, qui a déjà décidé d'annexer quatre départements hongrois pour empêcher la jonction des Tchéco-Slovaques et des Yougoslaves ».

Une résolution des Hellènes irrédimés

Le Congrès national des délégués de tous les Hellènes irrédimés de la Turquie et de la Bulgarie, qui résident en Grèce, en France, en Angleterre, en Amérique, en Egypte et en Suisse s'est réuni à Paris le dimanche 17 m. c. S. Em. l'Archimandrite Mgr. Germanos Vassilakis, ex-départ recteur de l'Académie théologique de Jérusalem, occupait le fauteuil de la présidence.

Le Congrès, après avoir entendu plusieurs communications de différents délégués et procédé à des manifestations touchantes à l'égard de la France et des pays alliés, ainsi que de leurs chefs et acclamé M. Venizélos, v. a. a. au milieu d'applaudissements chaleureux, l'ordre du jour suivant :

Les délégués des Hellènes irrédimés, réunis à Paris dans la salle de l'Horticulture, considérant que les Grecs de la Turquie et de la Bulgarie ne sauraient plus longtemps supporter l'oppression odieuse de leurs tyrans, qui met en péril leur existence même, considérant qu'ils sont justifiés à réclamer leur droit indiscutable de disposer de leur sort politique comme les autres peuples opprimés, conformément au principe des nationalités tel qu'il a été énoncé par les puissances libérales, donnent mandat à leur Conseil National, élu aujourd'hui, de poursuivre auprès des gouvernements démocratiques de France, d'Angleterre, des Etats-Unis et d'Italie, aussi bien que devant le Congrès de la Paix, la complète délivrance de la race hellène et son union à la Mère-Patrie. »

Une interview du roi Nicolas

Une dépêche de Vienne a annoncé l'autre jour que la Skoupehtina nationale du Monténégro, après avoir déchu le roi Nicolas du trône monténégrin, aurait proclamé la réunion du Monténégro à la Serbie et aux autres pays sud-slaves. Cette nouvelle vient d'être confirmée officiellement. Il semble pourtant que le roi Nicolas ne s'attendait pas à une décision aussi rapide de la volonté nationale. Autrement il n'aurait pas eu le loisir de raconter des légendes au correspondant du « Daily Express » le jour même où les Monténégrins délibéraient sur son propre sort. Voici la légende intéressante que Sa Majesté raconta au correspondant britannique et qui n'est pas du tout d'actualité politique particulière : « Je ne sais pas vous dire ce qui arrivera en Serbie. Ils pourront y arriver des moments difficiles pour la dynastie et j'en serais très désolé pour mon petit-fils Alexandre. Il ne m'a pas toujours bien traité et il a été mal conseillé. Beaucoup de gens en Serbie voudraient appeler au trône un de mes petits-fils qui sont les descendants des Obrenovitch et l'on m'a sollicité de m'engager pour une telle restauration. Mais je suis roi et non pas conspirateur et j'ai refusé d'encourager n'importe quel mouvement contre la dynastie des Karageorgévitch quoique des centaines de Serbes aient demandé mes secours ».